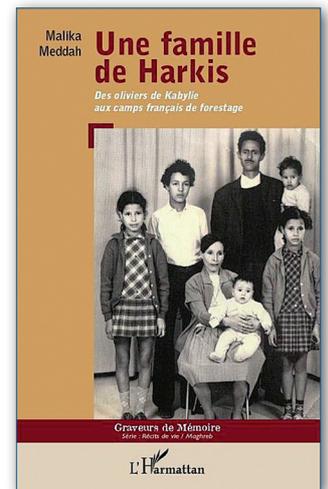


"Je me suis intégrée, sans perdre mes racines"

Dans sa simplicité et sa sincérité, c'est un livre attachant. Loin des thèses manichéennes du prêt à penser partisan. Il raconte la vie traditionnelle d'une famille de petits paysans kabyles au nord de Tizou-Ouzou, à proximité de Dellys et de Tizirt, les bouleversements provoqués par la guerre, de 1954 à 1962 : le camp de regroupement ; l'engagement du père, aux côtés de l'armée française, la volte-face de 1962, l'abandon. Le calvaire de 7 ans pour l'ancien supplétif dans les camps FLN. Puis, de nouveau, les camps en France, d'accueil d'abord, forestiers, ensuite. Malika a 10 ans. Elle apprend à vivre dans cet autre monde, cette autre France dont elle mesure l'éloignement culturel et l'indifférence, quand ce n'est pas l'hostilité. Son récit s'inscrit en filigrane dans la toile de fond des événements historiques en Algérie, en France et au plan international, décrits avec lucidité et sans complaisance.

Aujourd'hui Présidente de l'Union des Harkis du Var, elle s'efforce, avec l'aide de son conseiller et ami Jacques Mirlier, qui commanda une harka en Algérie, de venir en aide à ceux dont les descendants pourront dire avec fierté : "Mes arrière-grands-parents furent des "soldats de la France."



SECOURS DE FRANCE – *En vous lisant, on comprend que votre père, tout entier investi dans le travail de la terre et sa fonction de père de famille, n'était pas particulièrement tourné vers un engagement militaire. Pourquoi est-il devenu Harki ?*

MALIKA MEDDAH – Vous savez, les raisons qui ont conduit des milliers d'hommes à s'engager comme supplétifs de l'Armée française sont des plus variées. Beaucoup l'ont fait par tradition familiale, leur père ou leur grand père ayant fait les campagnes de France et d'Italie ; d'autres parce que le FLN avait assassiné un ou plusieurs membres de leur famille. Contrairement à l'opinion répandue, ce n'est pas l'attrait de la "solde" qui les motivait : l'équivalent de 1,14 € d'aujourd'hui, soit 7 F par jour... Dans le cas de mon père, un grave concours de circonstances a provoqué son choix : dans le camp de regroupement où se trouvait ma famille, un homme avait été poignardé. Mon père, avec d'autres, a été arrêté par les soldats français, interrogé sans douceur, puis relâché. Les militaires lui ont fait comprendre que, pour le FLN, si on lui avait rendu sa liberté, c'est qu'il avait parlé... Même s'il ne savait rien. Sa meilleure assurance, pour lui et les siens, était de s'engager aux côtés de la France. Ce qu'il a fait. Et puis, nous sommes en mai 1958... Il restera fidèle à son engagement jusqu'au bout, soit au 3 avril 1962.

SdF – *Quel était son statut et ses activités ?*

M.M. – Un Harki, c'est un "journalier." On pouvait rompre ce contrat des plus précaires, à tout moment et pour n'importe quelle raison. Ensuite, le statut s'est amélioré, compte-tenu des résultats sur un terrain qu'il connaissait parfaitement, avec des engagements à trois ou six mois... Mon père a été affecté successivement à deux Harkas liées au 9^{ème} RIMA, puis au 7^{ème} Bataillon de Chasseurs Alpins, juste avant sa démobilisation. Attaché au secteur d'Afir puis de Tajnout, il "sortait" de jour comme de nuit, mais il n'a jamais parlé de ses opérations, comme il n'a jamais voulu parler de ce qu'il

avait subi durant sa captivité dans les camps du FLN. Tout ce que je sais, c'est que les décorations dont on l'a distingué ont été enterrées par ma mère, pour éviter que les "résistants" ne les trouvent.

SdF – *Que se passe-t-il après mars 1962 ?*

M.M. – Nous étions retournés à notre petite maison d'Abada. Papa avait repris ses activités paysannes. Mais nous ne pouvions ignorer que les partisans du FLN et, en particulier, les résistants de la 25^{ème} heure, ceux qu'on a appelés les "marsiens" chercheraient à prouver qu'eux aussi avaient combattu... C'est ainsi qu'un soir, une quinzaine d'hommes revêtus de l'uniforme de l'Armée nouvelle a fait irruption dans la maison. Ils se sont acharnés sur mon père, le rouant de coups de poings, de pieds et de crosse de fusil, le laissant pour mort. Soigné par les siens, il vécut caché, ne revenant que la nuit. Jusqu'au jour où les militaires, sans doute avertis par de bonnes âmes, ont menacé sa famille de représailles s'il ne se livrait pas. Il a donc décidé de se rendre mais à l'échelon supérieur, au Commissariat de Police de Dellys. Il restera captif 7 ans : le temps de la guerre, précisaient ses bourreaux. Ce qu'il a subi, surtout au début, le marquera pour le reste de sa vie. Au cours d'un transfert en camion, le chauffeur s'amusera à balloter le véhicule de telle sorte que bon nombre de prisonniers furent éjectés. Mon père sera durement touché à la tête et au bras. Il en gardera les séquelles. Mais les victimes inconscientes seront achevées à coup de pistolet ou de fusil. Après la prison de Tizi-Ouzou, ce sera celle de Maison Carrée, puis les camps de la région saharienne où les harkis construisaient des installations militaires. Il sera libéré en 1969, suite à plusieurs interventions de la Croix-Rouge Internationale.

SdF – *Comment vivait la famille durant ces longues années ?*

M.M. – Ma mère est devenue, par la force des choses, chef de famille. Elle travaillait aux champs, nous nourrissait comme elle le



pouvait, faisait la cuisine, la vaisselle, le ménage, la couture, en butte parfois aux invectives des uns ou des autres. Certains des enfants, autour de nous, nous traitaient de “goumis”, ce qui signifiait fils de “collabos”.

SdF – Puis ce sera l'arrivée en France : vous écrivez d'ailleurs, dans votre livre, “en Métropole”...

M.M. – Oui. Cela s'est fait, en plein accord avec les services consulaires français. J'ai retrouvé avec joie mon père, qui m'a semblé toutefois un peu lointain.

Ses souffrances et la captivité l'avaient rendu plus sombre et renfermé. Nous avons été conduits tous les cinq, à Château Lascours qui jouxtait le Camp de Saint Maurice l'Ardoise, avant d'atterrir au Hameau de forestage de Saint Paul en Forêt, dans le Var. Les Eaux et Forêts manquaient de bras et les Harkis savaient faire ce métier d'élagage et de débroussaillage.. Il reste que nous avons deux handicaps : nous ne connaissions pas la langue française et nous avions un siècle de retard dans le mode de vie...

SdF – Et pour les enfants, l'école ?

M.M. – En Algérie dans les villages, seuls les garçons allaient à l'école ; ce fut le cas de mon frère aîné. En France, les enfants de Harkis fréquentaient l'école de la République, nous avons pu mesurer notre retard. Pour ma part, j'ai eu la chance de rencontrer un instituteur qui m'a prise en main et m'a permis, à coup de cours du soir, de rattraper une partie de ce retard. Il faut dire que je ne demandais que cela. Son épouse et lui se sont attachés, par tous les moyens, à faciliter notre intégration en nous transmettant les bases du savoir et les codes de vie. Grâce leur soit rendue. Quand mon père a été muté à Aigue-Bonne, je me suis retrouvée dans une classe où l'instituteur m'a laissé dans un coin et m'a appliqué le système des classes de transition.

SdF – Qu'en était-il des rapports de ces familles avec les autorités et la population locales ?

M.M. – Là non plus, on ne peut pas généraliser. Il est vrai que les gens ont vu arriver ces “réfugiés” avec une certaine appréhension. Dans l'ensemble, nos contemporains adhéraient à l'attitude officielle “réservée” de l'époque. Mais il y a eu des comportements publics et privés à notre égard sympathiques et, parfois, généreux. Le Maire de Saint-Paul, M. Bagur, par exemple, a pu accueillir, dans son village de 400 âmes, 25 familles de harkis, comprenant entre 8 ou 10 membres... Il s'est démené pour intégrer ces familles, leur donner la possibilité de vivre et de s'épanouir durablement à Saint-Paul, tout en prouvant à ses électeurs qu'ils n'avaient pas affaire à une nuée de sauterelles ! De même, un peu plus tard au Hameau d'Aigue-Bonne, à 10 km du centre-ville de Saint-Raphaël, un médecin Pied-Noir est venu soigner les enfants bénévolement pendant 12 ans... Il reste que, pour nous, les jeunes, comme pour les parents, et même si nous allions à l'école à Boulouris, 5 km à pied, cet isolement quasi carcéral ne permettait pas de combler le profond fossé culturel qui nous séparait des Français dits de souche...

SdF – Finalement, vous y êtes parvenue...



M.M. – Notre mère et les cinq enfants, oui, mon père, non. Il restait arc-bouté sur ses traditions ancestrales, même quand nous sommes venus nous installer à Saint-Raphaël. Il déprimait. Il ne supportait pas d'être interdit de séjour en Algérie. Ma mère a pris des cours de français a passé son permis de conduire, bref s'est un peu émancipée de la tutelle maritale. Moi, je travaille depuis l'âge de 17 ans pour gagner ma vie et celle de mes trois enfants. On m'a quand même mariée à 18 ans. Mais cela n'a pas duré longtemps...

SdF – Comment vous sentez-vous aujourd'hui ?

M.M. – Mon choix premier a été le bon. Je me suis intégrée. Tout en conservant une bonne part de l'héritage kabyle, l'honneur et la dignité surtout.

SdF – Et sur le plan religieux ?

M.M. – En Kabylie, les femmes n'étaient pas voilées. Elles portaient un fichu sur la tête ; et je crois qu'à l'époque beaucoup de femmes françaises portaient un foulard... Aujourd'hui la religion est devenue un instrument politique. Je m'en tiens à l'écart.

SdF – Et vous militez...

M.M. – Je m'occupe d'une Association de Harkis et j'en éprouve une grande joie, J'ai obtenu la confiance de ces vieux soldats qui n'hésitent pas à m'exposer leurs problèmes. C'est quelquefois simple et parfois très compliqué. Et puis nous combattons les postulats qu'une certaine “Intelligentsia” a imposés dans les livres et les cours d'Histoire sur l'Algérie, en général, et sur les Harkis en particulier. Nous avons réussi, avec l'aide d'Associations d'Anciens Combattants, à faire fermer, à Vallauris, une exposition décrivant les militaires français et les Harkis comme des assassins et des violeurs en série... Enfin, nous nous battons pour que les belles formules prononcées au plus haut échelon de l'Etat sur la reconnaissance de l'abandon de nos parents par la France, ne restent pas vaines et pour que les Harkis, selon l'expression du Président Sarkozy “ne soient pas assassinés une seconde fois...”

Une famille de Harkis de Malika Meddah, 19,50 € diffusion.harmattan@wanadoo.fr



Cérémonie au Rond-Point des Harkis de Roquebrune.

